



CHAPITRE 146

Loi des syndicats professionnels

SECTION I

CONSTITUTION ET POUVOIRS

Constitu-
tion. 1. 1. Vingt personnes ou plus, citoyens canadiens, exerçant la même profession, le même emploi, des métiers similaires, se livrant à des travaux connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, peuvent faire et signer une déclaration constatant leur intention de se constituer en association ou syndicat professionnel.

Déclara-
tion. 2. Cette déclaration doit indiquer:

- a) le nom de l'association;
- b) son objet;
- c) les noms, prénoms, nationalité et adresses des premiers directeurs ou administrateurs au nombre de trois au moins et de quinze au plus, et les noms, prénoms, nationalité et adresses des personnes qui doivent en être le premier président et le premier secrétaire;
- d) la localité où elle aura son siège principal.

Requête. 3. Il est loisible au secrétaire de la province, sur requête accompagnée de la déclaration et des statuts de l'association, d'approuver ces statuts et d'autoriser la constitution, en association ou syndicat professionnel, des personnes qui ont signé la déclaration et de celles qui seront par la suite admises à faire partie de l'association ou du syndicat.

Avis. 4. Un avis de cette autorisation rédigée suivant la formule 1 doit être publié par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*; à compter de cette

CHAPTER 146

Professional Syndicates Act

DIVISION I

CONSTITUTION AND POWERS

1. (1) Twenty persons or more, Canadian citizens, engaged in the same profession, the same employment or in similar trades, or doing correlated work having for object the establishing of a determined product, may make and sign a memorandum setting forth their intention of forming an association or professional syndicate.

(2) Such memorandum shall indicate: Memorandum.

(a) The name of the association;

(b) Its object;

(c) The names in full, nationality and addresses of the first directors or administrators, to the number of three at least and not more than fifteen, and the names in full, nationality and addresses of the persons to be the first president and the first secretary;

(d) The site of its principal place of business.

(3) The Provincial Secretary may, upon a petition accompanied by the memorandum and the by-laws of the association, approve such by-laws and authorize the incorporation, as an association or professional syndicate, of the persons who have signed the memorandum and of those who may hereafter be admitted to form part of the association or syndicate. Petition.

(4) A notice of such authorization drafted as in form 1 must be published by the Provincial Secretary in the *Quebec Official Gazette*; after such publication, the Notice.

- publication, l'association ou le syndicat est constitué en corporation.
- Coût.** 5. Cette publication est faite aux frais de l'association ou du syndicat. S. R. 1941, c. 162, a. 2; 10 Geo. VI, c. 36, a. 1; 11 Geo. VI, c. 52, a. 1; 12 Geo. VI, c. 26, a. 1.
- Droit d'entrée.** 2. Les règlements du syndicat doivent prévoir le nombre, qui doit être d'au moins trois et d'au plus vingt-cinq, des directeurs ou administrateurs à élire, ainsi que le montant du droit d'entrée et de la cotisation payables par les membres. Pour les syndicats de salariés, le droit d'entrée sera de un dollar ou plus et la cotisation pas moindre de six dollars par année.
- Paiement suspendu.** Les règlements peuvent néanmoins prévoir que le paiement de la cotisation est suspendu lorsque le salarié est en chômage ou n'est pas employé à son occupation habituelle.
- Nombre supérieur.** Le secrétaire de la province, lorsqu'il le juge dans l'intérêt du syndicat, peut autoriser celui-ci à prévoir, dans ses règlements, un nombre de directeurs ou administrateurs supérieur à vingt-cinq. S. R. 1941, c. 162, a. 2a; 11 Geo. VI, c. 52, a. 1; 12 Geo. VI, c. 26, a. 2.
- Suspension.** 3. Un membre tenu de payer la cotisation et ayant trois mois d'arriérés est de plein droit suspendu. Il peut néanmoins être relevé de cette suspension, sans effet rétroactif, aux conditions fixées par les règlements. S. R. 1941, c. 162, a. 2b; 11 Geo. VI, c. 52, a. 1.
- Règlementation.** 4. Un syndicat peut en tout temps modifier ses règlements et en adopter de nouveaux; mais ces modifications et ces nouveaux règlements n'ont d'effet qu'après avoir été approuvés par le secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 162, a. 2c; 11 Geo. VI, c. 52, a. 1.
- Registres.** 5. Tout syndicat doit tenir un ou plusieurs registres, contenant:
- a) les procès-verbaux des assemblées des membres et du conseil d'administration;
 - b) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre, en indiquant la date de son admission et, s'il
- association or syndicate shall constitute a corporation.
- (5) This publication shall be effected at the expense of the association or of the syndicate. R. S. 1941, c. 162, s. 2; 10 Geo. VI, c. 36, s. 1; 11 Geo. VI, c. 52, s. 1; 12 Geo. VI, c. 26, s. 1.
2. The by-laws of the syndicate must provide for the number, which must be of at least three and not more than twenty-five, of directors or administrators to be elected, as well as for the amount of the entrance fee and the assessment payable by the members. For syndicates of employees, the entrance fee shall be one dollar or more and the assessment not less than six dollars per annum.
- The by-laws may however provide that the payment of the assessment shall be suspended when the employee is unemployed or not employed in his usual occupation.
- The Provincial Secretary, when he deems it in the interest of the syndicate, may authorize the latter to provide, in its by-laws, for a number of directors and administrators above twenty-five. R. S. 1941, c. 162, s. 2a; 11 Geo. VI, c. 52, s. 1; 12 Geo. VI, c. 26, s. 2.
3. A member bound to pay the assessment and being three months in arrears shall *ipso facto* be suspended. He may however be relieved from such suspension without retroactive effect, under the conditions fixed by the by-laws. R. S. 1941, c. 162, s. 2b; 11 Geo. VI, c. 52, s. 1.
4. A syndicate may at any time amend its by-laws and adopt new ones; but such amendments and new by-laws shall take effect only after having been approved by the Provincial Secretary. R. S. 1941, c. 162, s. 2c; 11 Geo. VI, c. 52, s. 1.
5. Every syndicate must keep one or several registers containing:
- (a) The minutes of the meetings of the members and of the administration board;
 - (b) The names in full, nationality, addresses and occupations of each member indicating the date of his admission, and

y a lieu, celle de son retrait ou de ses suspensions;

c) les recettes et déboursés, l'actif et le passif du syndicat. S. R. 1941, c. 162, a. 2d; 11 Geo. VI, c. 52, a. 1.

if need be, that of his retirement or suspensions;

(c) The revenues and expenses, the assets and liabilities of the syndicate. R. S. 1941, c. 162, s. 2d; 11 Geo. VI, c. 52, s. 1

Objet. 6. Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de leurs membres. S. R. 1941, c. 162, a. 3; 11 Geo. VI, c. 52, a. 2.

6. Professional syndicates shall have exclusively for object the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of their members. R. S. 1941, c. 162, s. 3; 11 Geo. VI, c. 52, s. 2. **Object.**

Mineurs et femmes. 7. Le mineur âgé de seize ans et la femme mariée, sauf opposition de son mari, peuvent faire partie d'un syndicat professionnel. S. R. 1941, c. 162, a. 4.

7. Minors of sixteen years of age and married women, except when the husband's object, may be members of a professional syndicate. R. S. 1941, c. 162, s. 4. **Minors, women.**

Nationalité. 8. Seuls les citoyens canadiens peuvent être membres du conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel.

8. Only Canadian citizens may be members of the administrative council of a syndicate or form part of its personnel. **Nationality.**

Corporations peuvent être membres. Les corporations peuvent être membres d'un syndicat d'employeurs. Elles sont autorisées à désigner un de leurs directeurs, membres ou employés pour les représenter aux assemblées du syndicat et y voter en leur nom; ces représentants peuvent être élus membres du conseil d'administration du syndicat. S. R. 1941, c. 162, a. 5; 11 Geo. VI, c. 52, a. 3.

Corporations may be members of a syndicate of employers. They are authorized to designate one of their directors, members or employees to represent them at the meetings of the syndicate and vote thereat in their name; such representatives may be elected members of the administrative council of the syndicate. R. S. 1941, c. 162, s. 5; 11 Geo. VI, c. 52, s. 3. **Corporations may be members.**

Pouvoirs. 9. Les syndicats professionnels ont le droit d'ester en justice et d'acquérir, à titre gratuit ou à titre onéreux, les biens meubles et les immeubles propres à leurs fins particulières.

9. Professional syndicates may appear before the courts and acquire, by gratuitous or onerous title, moveable and immoveable property suited to their particular objects. **Powers of the syndicate.**

Sujet aux lois en vigueur, ils jouissent de tous les pouvoirs nécessaires à la poursuite de leur objet et ils peuvent notamment:

They shall, subject to existing laws, enjoy all necessary powers for the attainment of their object, and may, in particular:

1° Établir et administrer des caisses spéciales d'indemnités aux héritiers ou bénéficiaires des membres défunts, ou aux membres au décès de leurs conjoints, des caisses spéciales de retraite, de secours en cas de maladie, de chômage, ou autres caisses de même nature, qui doivent être régies exclusivement par les statuts approuvés par le secrétaire de la province, sur la recommandation du surintendant des assurances, et aux conditions que

(1) Establish and administer special indemnity funds for the heirs or beneficiaries of deceased members, or for the members on the decease of their consorts and special funds for superannuation, assistance in case of illness, unemployment, or other funds of a similar nature, which shall be governed exclusively by the by-laws approved by the Provincial Secretary, upon the recommendation of the Superintendent of Insurance, and subject to the

prévoit l'arrêté en conseil approuvant ces statuts;

2° Affecter une partie de leurs ressources à la création d'habitations à bon marché et à l'acquisition de terrains pour jardins ouvriers, éducation physique et hygiène;

3° Créer et administrer des bureaux de renseignements pour les offres et les demandes de travail;

4° Créer, administrer et subventionner des oeuvres professionnelles, telles que institutions professionnelles de prévoyance, laboratoires, champs d'expérience, oeuvres d'éducation scientifique, agricole et sociale, cours et publications intéressant la profession;

5° Subventionner et aider des sociétés coopératives de production et de consommation;

6° Acheter pour les revendre, louer, prêter ou répartir entre leurs membres, tous les objets nécessaires au soutien de leur famille, à l'exercice de leur profession, matières premières, outils, instruments, machines, engrais, semences, plants, animaux et matières alimentaires;

7° Prêter leur entremise pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations syndiquées; faciliter cette vente par expositions, annonces, groupement de commandes et d'expédition;

8° Déposer leur marque ou label;

9° Passer avec tous autres syndicats, sociétés, entreprises ou personnes les contrats ou conventions relatives à la poursuite de leur objet et spécialement ceux visant les conditions collectives du travail;

10° Exercer devant toutes cours de justice tous les droits appartenant à leurs membres, relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent. S. R. 1941, c. 162, a. 6; 10 Geo. VI, c. 20, a. 2.

conditions provided for by the Order-in-Council approving such by-laws;

(2) Devote a part of their resources to the erection of cheap dwellings and the purchase of grounds for workmens' gardens, and physical and hygienic training;

(3) Establish and administer information bureaux for offers of and applications for work;

(4) Establish, administer and subsidize professional undertakings, such as professional provident institutions, laboratories, experimental fields, scientific, agricultural and social training undertakings, lectures and publications of interest to the profession;

(5) Subsidize and assist cooperative associations for production and consumption;

(6) Purchase to resell, lease, lend or distribute, amongst their members, all necessaries for the maintenance of a family, for the exercise of their profession, raw materials, tools, instruments, machines, fertilizers, seeds, plants, animals and alimentary substances;

(7) Lend their services for the sale of products derived solely from personal labour or from syndical operations; assist such sale by exhibitions, advertising, grouping of orders and of shipment;

(8) Deposit their mark or label;

(9) Enter into contracts or agreements with all other syndicates, societies, undertakings or persons, respecting the attainment of their objects and particularly such as relate to the collective conditions of labour;

(10) Exercise before any court of law, all the rights of their members with respect to acts directly or indirectly prejudicial to the collective interest of the profession which they represent. R. S. 1941, c. 162, s. 6; 10 Geo. VI, c. 20, s. 2.

Change-
ment de
nom.

10. Lorsqu'un syndicat désire changer son nom, le secrétaire de la province, sur preuve jugée par lui suffisante, que cette demande de changement de nom n'est pas faite dans un but illégitime, peut autoriser le changement de nom demandé dans la requête qui lui est adressée par le

10. When a syndicate wishes to change its name, the Provincial Secretary may, on evidence, deemed by him sufficient, that such request to change the name is not made for an unlawful purpose authorize the change of name prayed for in the petition addressed to him by the syndicate. Change
of name.

syndicat. S. R. 1941, c. 162, a. 7; 10 Geo. VI, c. 20, a. 3.

R. S. 1941, c. 162, s. 7; 10 Geo. VI, c. 20, s. 3.

- Avis.** 11. Le secrétaire de la province, aussitôt l'autorisation accordée, en donne avis par une insertion dans la *Gazette officielle de Québec* suivant la formule 2. Sujet à cette publication, mais à compter de la date de l'autorisation, le syndicat est désigné sous le nouveau nom mentionné dans cette autorisation. S. R. 1941, c. 162, a. 8.
- 11.** The Provincial Secretary, as soon as the authorization is granted, shall give notice thereof in the *Quebec Official Gazette*, as in form 2. Subject to such publication, but from the date of the authorization, the syndicate shall be designated under the new name mentioned in the authorization. R. S. 1941, c. 162, s. 8. **Notice.**
- Effet.** 12. Aucun changement de nom fait en vertu des articles 10 et 11 n'apporte de modification aux droits et obligations du syndicat; et les procédures qui auraient pu être commencées ou continuées par ou contre le syndicat sous son premier nom peuvent l'être par ou contre lui sous son nouveau nom. S. R. 1941, c. 162, a. 9.
- 12.** No change of name effected under sections 10 and 11 shall alter the rights and obligations of the syndicate; and proceedings which might have been commenced or continued by or against the syndicate under its former name may be commenced or continued by or against it under its new name. R. S. 1941, c. 162, s. 9. **Effect.**
- Comptabilité et caisses spéciales.** 13. Les syndicats, établis en vertu de la présente loi, doivent tenir et diviser leur comptabilité de manière que chaque genre de services et avantages accordés aux sociétaires puisse être administré séparément et faire l'objet de caisses ou fonds distincts. S. R. 1941, c. 162, a. 10.
- 13.** Every syndicate formed under this act shall keep and divide its accounts so that each kind of service and benefit accorded to the members may be separately administrated, and the fund or cash therefor be kept distinct. R. S. 1941, c. 162, s. 10. **Accounts. Separate funds.**
- Fonds général.** 14. Outre les caisses spéciales, il doit être établi une caisse pour les frais généraux du syndicat. S. R. 1941, c. 162, a. 11.
- 14.** In addition to the special funds, a fund must be established for the general expenses of the syndicate. R. S. 1941, c. 162 s. 11. **General fund.**
- Liquidation des caisses spéciales.** 15. Chaque fois qu'une caisse spéciale cesse de se supporter, elle peut être liquidée volontairement ou en justice sans affecter la personnalité civile du syndicat. S. R. 1941, c. 162, a. 12.
- 15.** When a specified fund ceases to be self-supporting, it may be voluntarily or judicially liquidated without affecting the civil existence of the syndicate. R. S. 1941, c. 162, s. 12. **Liquidation of special fund.**
- Dettes des caisses spéciales.** 16. À l'égard des sociétaires entre eux les caisses spéciales ne sont tenues qu'à leurs propres dettes, sauf dans le cas de liquidation générale, alors que toutes les caisses, leurs dettes particulières étant payées, sont versées au fonds général du syndicat. S. R. 1941, c. 162, a. 13.
- 16.** As between members, special funds shall only be liable for their own debts except in a general liquidation when all the funds, after their particular debts have been paid, shall be turned into the general fund of the syndicate. R. S. 1941, c. 162, s. 13. **Liability of special funds.**
- Insaisissabilité.** 17. Sont insaisissables les fonds des caisses spéciales de secours mutuels et de retraite, sauf pour le paiement des rentes et secours auxquels peut avoir droit un membre du syndicat. S. R. 1941, c. 162, a. 14.
- 17.** The funds of the special mutual benefit and pension accounts shall be unseizable, save for the payment of the annuities and benefits to which a member of the syndicate may be entitled. R. S. 1941, c. 162, s. 14. **Unseizability.**

Unions
et fédé-
rations.

18. Les syndicats professionnels, au nombre de trois et plus, peuvent se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, sociaux et moraux, et, à cette fin, être constitués en union ou fédération en suivant les dispositions de l'article 1 de la présente loi en autant qu'elles sont susceptibles d'application. La demande à cette fin est accompagnée d'une résolution de chacun des syndicats adhérents.

Statuts.

Les statuts de l'union ou de la fédération doivent déterminer les règles selon lesquelles les syndicats adhérant à l'union ou à la fédération seront représentés dans le conseil d'administration ou dans les assemblées générales. Les syndicats formant partie d'une union ou d'une fédération, ne sont pas responsables des dettes de cette union ou fédération. S. R. 1941, c. 162, a. 15.

Non-res-
ponsa-
bilité.Confédé-
rations.

19. Les unions et fédérations de syndicats peuvent se constituer en confédération, en observant les procédures prescrites par l'article 18; cette confédération jouit, dès sa constitution, des droits reconnus, par l'article 20, aux unions et fédérations de syndicats.

Caisses
d'assuran-
ce, etc.

L'approbation par le secrétaire de la province sur la recommandation du surintendant des assurances, des statuts régissant une caisse d'assurance ou d'indemnités établie par une confédération, confère à cette caisse l'existence corporative; elle est, dès lors, administrée par un comité composé d'au moins dix personnes nommées par le conseil d'administration de la confédération. S. R. 1941, c. 162, a. 15a; 11 Geo. VI, c. 52, a. 4.

Pouvoirs
des unions
et fédéra-
tions.

20. Les unions et fédérations de syndicats professionnels jouissent, dans leur sphère propre, de tous les droits et pouvoirs conférés par la présente loi aux syndicats professionnels et notamment de ceux prévus à l'article précédent. Elles peuvent également établir et administrer les caisses spéciales prévues au paragraphe 1^o du deuxième alinéa de l'article 9, au bénéfice des membres des syndicats adhérents, de leurs héritiers ou bénéficiaires, si ces syndicats y consentent, soit qu'ils adhèrent directement à cette union ou fédération ou qu'ils soient membres d'une union ou fédération affiliée.

18. Three or more professional syndicates may concert in the study and defence of their economic, social and moral welfare, and for such purpose form a union or federation upon complying with the provisions of section 1 of this act in so far as they are applicable. The petition for such purpose shall be accompanied by a resolution of each of the adhering syndicates.

Union and
fédéra-
tions.

The by-laws of the union or federation shall determine the rules by which the syndicates forming part thereof shall be represented in the administrative council or at the general meetings.

By-laws.

Syndicates forming part of a union or federation shall not be liable for the debts of such union or federation. R. S. 1941, c. 162, s. 15.

Non-
liability.

19. Unions and federations of syndicates may constitute themselves into a confederation, by following the procedure prescribed in section 18; such confederation shall enjoy, once constituted, all the rights conferred, by section 20, to unions and federations of syndicates.

Confed-
erations.

The approval by the Provincial Secretary on the recommendation of the Superintendent of Insurance, of the by-laws governing an insurance or an indemnity fund established by a confederation, shall confer upon such fund a corporate existence; it shall be thereafter administered by a committee composed of at least ten persons appointed by the administrative council of the confederation. R. S. 1941, c. 162, s. 15a; 11 Geo. VI, c. 52, s. 4.

Insurance
funds, etc.

20. Unions and federations of professional syndicates shall enjoy, in their own sphere, all the rights and powers conferred by this act upon professional syndicates, and particularly those provided for in the preceding section. They may also establish and administer the special funds provided for in sub-paragraph 1 of the second paragraph of section 9, for the benefit of the members of the adhering syndicates and of their heirs or beneficiaries, if such syndicates agree thereto, whether they adhere directly to such union or federation or are members of an affiliated union or federation.

Powers of
unions
and
fédéra-
tions.

Conseils
de conciliation.

Elles peuvent en outre instituer des conseils de conciliation et d'arbitrage entre les syndicats, qui prononcent, à la demande des parties intéressées, des sentences sur les litiges qui leur sont soumis. Telles sentences sont soumises à la Cour supérieure pour homologation et, à partir du jugement qui les confirme, elles ont force de chose jugée et sont exécutoires en la manière prévue pour l'exécution des jugements de ladite cour. S. R. 1941, c. 162, a. 16.

They may, in addition, institute councils of conciliation and arbitration between the syndicates, which shall, at the request of the interested parties, render decisions upon the disputes submitted to them. Such decisions shall be submitted to the Superior Court for homologation, and, after the judgment confirming them, shall have the force of a final judgment and be executory in the manner provided for the execution of judgments of the said Court. R. S. 1941, c. 162, s. 16.

Councils
of conciliation.

Retrait
des
membres.

21. Les membres d'un syndicat professionnel peuvent se retirer à volonté, sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation afférente aux trois mois qui suivent le retrait d'adhésion.

21. The members of a professional syndicate may resign voluntarily, without prejudice to the syndicate's right to claim the assessment for the three months following such resignation.

Resignation of members.

Non-responsabilité.
Réclamation limitée.

Ils ne sont pas responsables personnellement des dettes du syndicat.

They shall not be personally liable for the debts of the syndicate.

No personal liability. Claims limited.

Le syndicat ne peut réclamer du membre qui cesse d'y adhérer une cotisation de plus de trois mois. S. R. 1941, c. 162, a. 17; 10 Geo. VI, c. 36, a. 2.

The syndicate shall not claim from a member ceasing to adhere thereto the assessment of more than three months. R. S. 1941, c. 162, s. 17; 10 Geo. VI, c. 36, s. 2.

Salaires stipulé.

22. Si dans un contrat il est stipulé que des ouvriers ou des membres d'un syndicat, d'une union ou d'une confédération de syndicats recevront un salaire déterminé, ces ouvriers et ces membres, bien qu'ils ne soient pas partie au contrat, ont droit à la quotité du salaire qui y est déterminé, nonobstant toute renonciation à ce contraire consentie postérieurement par eux, que cette renonciation soit expresse ou implicite. S. R. 1941, c. 162, a. 18.

22. If it be stipulated in any contract that workmen, or the members of a syndicate, union or federation of syndicates shall receive a stated wage, such workmen or members, although not a party to the contract, are entitled to the rate of wages therein stated, notwithstanding any renunciation thereto afterwards agreed upon by them, whether express or implied. R. S. 1941, c. 162, s. 18.

Stated wage stipulated

Exemption de taxe.

23. Nonobstant toute loi à ce contraire, toute corporation municipale est autorisée à accorder, par résolution de son conseil, une exemption de taxe sur les immeubles appartenant à tout syndicat professionnel constitué en corporation en vertu de la présente loi ou au propriétaire de tout immeuble utilisé pour ou à l'usage de tout syndicat professionnel, aussi longtemps que lesdits immeubles seront utilisés comme salle de réunions syndicales, bibliothèque, salle de conférences ou autres fins sociales aux conditions que ledit conseil déterminera. S. R. 1941, c. 162, a. 19; 10 Geo. VI, c. 36, a. 3.

23. Notwithstanding any law to the contrary, any municipal corporation may, by resolution of its council, grant an exemption of taxes on the immovables belonging to any professional syndicate incorporated under this act or to the owner of any immovable utilized for or used by any professional syndicate, as long as the said immovables or immovable be used as a hall for syndicate meetings or as a library or lecture hall or for other social purposes on such conditions as the said council may determine. R. S. 1941, c. 162, s. 19; 10 Geo. VI, c. 36, s. 3.

Exemption of taxes.

SECTION II

DE LA LIQUIDATION

Liqui-
dateur. 24. En cas de dissolution volontaire ou prononcée en justice, un ou trois liquidateurs sont nommés par l'assemblée générale qui est réputée continuer d'exister pour les fins de la liquidation.

Rémuné-
ration. Les fonctions du ou des liquidateurs sont gratuites à moins que leur rémunération n'ait été établie au préalable par l'assemblée générale.

Distribu-
tion des
biens. Les biens du syndicat sont dévolus comme suit:

a) Il est d'abord pourvu au paiement des frais de liquidation et des dettes du syndicat;

b) Les biens provenant de dons ou legs font retour, suivant les dispositions de l'acte constitutif de la libéralité, au donateur ou aux représentants légaux du donateur ou du testateur. À défaut de telles dispositions ils sont attribués à une ou plusieurs oeuvres similaires ou connexes désignées par les statuts ou, à défaut, par une décision de l'assemblée générale;

c) Il est ensuite pourvu au maintien et à l'administration, en fiducie, des caisses spéciales d'indemnité établies en conformité des dispositions de l'article 9 de la présente loi;

d) Le solde de l'actif doit être affecté à une ou des oeuvres similaires désignées par le secrétaire de la province et le ministre du travail. S. R. 1941, c. 162, a. 20; 2-3 Eliz. II, c. 52, a. 1.

Existence
corpora-
tive ter-
minée. 25. L'existence corporative de tout syndicat, union, fédération ou confédération prend fin lorsque le secrétaire de la province le décrète, après s'être rendu compte

a) qu'ils ont cessé d'exercer leurs pouvoirs corporatifs; ou

b) que le nombre de leurs membres citoyens canadiens et en règle est réduit à moins de vingt s'il s'agit d'un syndicat et à moins de trois s'il s'agit d'une union, fédération ou confédération; ou

c) s'il s'agit d'un syndicat, lorsque plus d'un tiers de ses membres ne sont pas des citoyens canadiens.

DIVISION II

LIQUIDATION

24. In the case of a voluntary or judicial dissolution, one or three liquidators shall be appointed by the general meeting, which shall be deemed as continuing to exist for the purposes of the liquidation.

The services of the liquidator or liquidators shall be gratuitous unless their remuneration shall have been previously fixed by the general meeting.

The property of the syndicate shall be distributed as follows:

(a) First, provision shall be made for payment of the costs of liquidation and of the debts of the syndicate;

(b) The property derived from gifts or legacies shall be returned, in accordance with the provisions of the act creating the gift or legacy, to the donor or to the legal representatives of the donor or of the testator. Failing such provisions, they shall be handed over to one or more similar or correlated undertakings determined by the by-laws, or, failing by-laws, by the ruling of the general meeting;

(c) Then, provision shall be made for the maintenance and administration, in trust, of the special indemnity funds established in accordance with section 9 of this act;

(d) The remaining assets must be devoted to one or more similar undertakings designated by the Provincial Secretary and the Minister of Labour. R. S. 1941, c. 162, s. 20; 2-3 Eliz. II, c. 52, s. 1.

25. The corporate existence of any syndicate, union, federation or confederation shall terminate whenever the Provincial Secretary so enacts after having ascertained

(a) that they have ceased to exercise their corporate powers; or

(b) that the number of their members who are Canadian citizens and in good standing is reduced to less than twenty in the case of a syndicate and to less than three in the case of a union, federation or confederation; or

(c) in the case of a syndicate, when more than one-third of its members are not Canadian citizens.

Effet. Le décret du secrétaire de la province prend effet à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 162, a. 20a; 11 Geo. VI, c. 52, a. 5; 12 Geo. VI, c. 26, a. 3.

Liquidateur d'office. 26. Le curateur public nommé suivant la Loi de la curatelle publique (chap. 314) est d'office le liquidateur de tout syndicat, union, fédération ou confédération dont l'existence corporative a pris fin suivant l'article 25 ou dont la dissolution a été prononcée en vertu de l'article 132 du Code du travail (chap. 141).

Pouvoirs. À ces fins, le curateur public exerce les pouvoirs reconnus à un liquidateur par l'article 24 et est tenu aux obligations qui y sont prescrites.

Déboursés, etc. Il peut prélever sur l'actif résultant de la liquidation ses déboursés et les honoraires établis par le tarif pour les cas de curatelle. S. R. 1941, c. 162, a. 206; 12 Geo. VI, c. 26, a. 4; 12-13 Eliz. II, c. 45, a. 141.

The order of the Provincial Secretary shall be effective as from its publication in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 162, s. 20a; 11 Geo. VI, c. 52, s. 5; 12 Geo. VI, c. 26, s. 3.

26. The public curator appointed according to the Public Curatorship Act (Chap. 314) shall be *ex officio* liquidator of every syndicate, union, federation or confederation the corporative existence of which has been terminated in accordance with section 25 or the dissolution of which was decreed under section 132 of the Labour Code (Chap. 141).

For such purposes the public curator shall exercise the powers vested in a liquidator by section 24 and shall be bound by the obligations therein prescribed.

He may levy on the assets resulting from the liquidation his disbursements and fees fixed by the tariff for curatorship cases. R. S. 1941, c. 162, s. 206; 12 Geo. VI, c. 26, s. 4; 12-13 Eliz. II, c. 45, s. 141.

FORMULES

1.—(Article 1)

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de _____ pour _____ a été autorisée par arrêté en conseil en date du _____ 19 _____.

Le siège principal de la société est à _____.

Secrétaire de la province.

S. R. 1941, c. 162, formule 1.

2.—(Article 11)

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des syndicats professionnels, le lieutenant-

FORMS

1.—(Section 1)

NOTICE

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of _____

for _____ has been authorized by order in council dated _____ 19 _____.

The principal place of business of the association is at _____.

Provincial Secretary.

R. S. 1941, c. 162, form 1.

2.—(Section 11)

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that, under the Professional Syndicates Act, the Lieu-

gouverneur en conseil a, le jour
d 19 , autorisé le {donner ici
le nom qu'on veut changer} à changer son
nom en celui de {donner ici le nom adopté}.

Donné au bureau du secrétaire de la
province, ce jour d 19 .

Secrétaire de la province.

S. R. 1941, c. 162, formule 2.

tenant-Governor in Council has, the
day of 19 ,
authorized the {here give the name to be
changed} to change its name to that of
{here give the name adopted}.

Given at the office of the Provincial
Secretary this day of
19 .

Provincial Secretary.

R. S. 1941, c. 162, form 2.